

Botswana : un multipartisme fragile et menacé ?

A l'abri du soleil sous un grand arbre Moroula, une assistance quelque peu clairsemée écoute la harangue proférée par Kebatlamang Morake, ministre de l'Éducation en pleine campagne électorale à Selebi-Phikwe dans le Nord-Est du pays. Dominée par une population de citadins et de mineurs (Selebi-Phikwe est un important centre d'extraction de cupro-nickel), la place pourrait en effet basculer dans l'orbite du principal parti d'opposition, le BNF (*Botswana National Front*) au détriment du parti gouvernemental, le BDP (*Botswana Democratic Party*) mieux implanté en milieu rural et confronté à une certaine usure du pouvoir.

C'est dans ce contexte particulier que se sont déroulées les élections générales du 7 octobre 1989. Depuis son indépendance le 30 septembre 1966, le Botswana a connu quatre élections générales : en 1969, 1974, 1979 et 1984. Elles concernent à la fois le renouvellement du Parlement (qui comprend 34 députés élus au scrutin majoritaire à un tour, et 4 autres députés désignés par le président de la République) ; et les *District Councils* au niveau du gouvernement local. Les 254 *Councillors* gèrent les 9 *District Councils*, le *City Council* de la capitale Gaborone et 4 *Town Councils* pour les villes de Francistown, Jwaneng, Lobatse et Selebi-Phikwe.

Le Botswana manifeste aussi

une particularité notable sur le continent africain. En effet, légué en bon héritage par le colonisateur britannique, le système démocratique multipartisan s'est relativement bien adapté et greffé à la société traditionnelle tswana. La coutume séculaire du *Kgotla*, qui signifie la réunion régulière des membres du clan afin de débattre pacifiquement des problèmes de la communauté, a constitué le terreau dans lequel a pris naissance le système libéral botswanais, à défaut d'une culture démocratique véritablement enracinée comme l'ont d'ailleurs à nouveau attesté les élections de 1989.

Un climat social dégradé dans une économie florissante

Le Botswana se situe aujourd'hui à un tournant de son histoire. Les élections interviennent en effet alors que le pays se trouve en pleine mutation socio-économique. L'urbanisation croissante de la population et son corollaire, la crise du logement, l'émergence des revendications syndicales et le mécontentement larvé des minorités ethniques et linguistiques, constituent autant d'avertissements sérieux à l'adresse du gouvernement.

Ce contexte socio-économique troublé s'est traduit par des grèves et des manifestations qui se sont

succédé depuis le début de l'année 1989. La fronde estudiantine a provoqué la fermeture temporaire d'une Université du Botswana, régie par un mode de fonctionnement archaïque tout empreint de formalisme et de raideur britanniques. Mécontents de leurs conditions de travail, les professeurs et les enseignants ont déclenché une grève de grande ampleur à travers le pays, bientôt rejoints en cela par les employés de l'une des deux grandes banques du pays, la *Barclays*. Exaspérés par le système de rémunérations et de prébendes en vigueur au sein de la banque et par la présence de nombreux expatriés européens ou américains à tous les postes de responsabilité aux dépens des locaux, les employés ont déclenché un mouvement de contestation larvé conduisant à la paralysie partielle du pays.

Liée au phénomène récent d'urbanisation, la question du logement se pose aussi avec acuité. Le BHC (*Botswana Housing Corporation*), organisme d'État chargé de l'attribution des logements construits par le secteur public, est actuellement mis en cause avec l'apparition des premiers signes inquiétants de corruption. D'autre part, le taux d'augmentation annuel des loyers est de 20 % environ par an.

Dernier défi de taille pour le gouvernement, l'insatisfaction grandissante des minorités ethniques et linguistiques qui revendiquent plus de considération pour leur identité culturelle : les Kalanga (16 % de la population totale), les Basarwa (connus chez nous sous le nom de Bushmen : 5 % de la population et particulièrement méprisés au Botswana), les peuples de l'Okavango enfin se tournent aujourd'hui vers l'opposition apparemment plus soucieuse de leurs aspirations.

La contestation s'est aussi portée sur les choix économiques du gouvernement. Officiellement adversaire déclaré du régime raciste de la République sud-africaine, le Botswana doit composer avec une forte dépendance économique à l'égard de son redoutable voisin. C'est à la fois la contrainte et la condition de la croissance économique du pays. Ainsi avec le projet Sua-Pan (usine de carbonate de sodium à capitaux sud-africains implantée à Sua-Pan), le Botswana va devenir un des plus grands producteurs de bicarbonate de soude et par là même le principal fournisseur de l'industrie chimique de l'Afrique du Sud. Ce projet, qui entraînera une plus grande intégration entre l'économie de la RSA et celle du Botswana, présente d'incontestables désagréments politiques et diplomatiques. En revanche, la construction de la route transkalaharienne sous l'égide de la SADCC (Conférence pour la coordination du développement de l'Afrique australe), ne semble pas mobiliser outre-mesure les autorités de Gaborone. En privilégiant ses relations économiques avec la RSA au détriment de ses échanges avec ses partenaires de la Ligne de Front, le Botswana risque à terme la dégradation d'une crédibilité jusqu'ici bien établie sur la scène internationale.

La bonne santé économique du pays commence à susciter une polémique sur la répartition des fruits de cette croissance exemplaire. Pour le premier semestre de l'année 1989, la valeur totale des trois principales ressources du pays (diamant, cupro-nickel et viande bovine) a enregistré une hausse de 48 % sur celle de la même période de 1988. Le revenu issu de ces trois ressources atteint 1 862,9 mil-

lions de pulas en 1988 (un pula = 3,28 FF au 30 avril 1988). Les mouvements de mécontentement sociaux sont aussi l'expression d'un certain malaise au sein de la société tswana, face au développement des premières grandes disparités sociales.

Une modification des rapports de force politiques

Fondé en 1962 par Sir Seretse Khama, père de la République et grand chef royal du clan Bamangwato, le BDP détient le pouvoir depuis l'indépendance du pays. Il bénéficie de l'aura de Khama dont le souvenir demeure encore très vivace dans les esprits. Soutenu principalement par deux des huit clans tswana présents au Botswana — les Bamangwato et les Bakwena (35 % de la population totale) —, le BDP a toujours disposé d'une majorité confortable au Parlement (28 sièges contre 3 à l'opposition en 1965, 24 sièges contre 7 en 1969, 27 sièges contre 5 en 1974, 28 sièges contre 6 en 1984). La situation s'est modifiée cependant et les rapports de force semblent moins favorables au BDP à l'heure actuelle. Celui-ci aborde ces élections en délicate posture : le groupe de gérontes qui détient les leviers de commande depuis 1966 entrave le processus de renouvellement des responsables du parti. Ainsi Kematlamang Morake (ministre de l'Éducation), Gaositwe Chiepe (ministre des Affaires étrangères), Colin Blackbeard (ministre des Travaux publics, démissionnaire) ou encore Archibald Mogwe (ministre de l'Eau et des Ressources minérales) apparaissent comme de véritables caciques de la vie politique botswanaise. Par ailleurs

leur gestion excessivement prudente du pays, tant sur le plan socio-économique que sur le plan diplomatique, suscite quelques frustrations et insatisfactions. Les partis d'opposition sont quant à eux dans une situation paradoxale. Le principal mouvement d'opposition, le BNF, coalition marxisante dirigée par le docteur Kenneth Koma, est à la fois fragilisé et en relative consolidation. De multiples dissidences en son sein, parfois encouragées financièrement par le BDP, ont permis la création de nouveaux partis décidés à lui disputer son électorat traditionnel. Ainsi le BFP (*Botswana Freedom Party*) emmené par l'ambitieux Leach Tlhomelang, ancien député du BNF mis sur la touche, menace sérieusement l'hégémonie de celui-ci dans les circonscriptions du Sud, fief du clan Bangwaketse (8 % de la population). Un revirement de certaines autorités claniques et notamment de la femme du grand chef Bathoen qui soutiendrait le BFP, serait à l'origine de la relative désaffection de la population de la région envers le BNF. Ces péripéties électorales mettent aussi en lumière la persistance d'une influence occulte exercée par les chefs de clan sur leurs sujets, et donc les fortes interrelations entre un système politique apparemment moderne et une société demeurée foncièrement traditionnelle. Le BNF, néanmoins, s'est aussi paradoxalement renforcé grâce à une politique d'implantation sur l'ensemble du territoire, relayée et appuyée par ses élus locaux issus des élections générales de 1984 (36 conseillers de district contre 195 au BDP sur un total de 254).

La position des autres formations politiques semble beaucoup moins favorable : le BPP (*Botswana*

People's Party), historiquement l'un des premiers partis politiques du Botswana — subit aujourd'hui une lente érosion probablement due à la stratégie de repli choisie par ses dirigeants sur la région de Francistown, où son poids diminue cependant. Il en est de même pour le BIP (*Botswana Independence Party*) de Motsamaï Mpho, uniquement actif à Maun et Chobe dans le Nord du pays... le repaire des éléphants !

Il faut souligner enfin une importante nouveauté sur la scène politique du Botswana : le pacte électoral conclu entre le BPU (*Botswana Progressive Union*) de Daniel Kwele et le BNF pourrait apporter dans l'avenir un gain significatif au BPU dans la circonscription de Nkange, et traduire aussi une tentative originale pour atténuer le morcellement de l'opposition, facteur déterminant de sa faiblesse.

La victoire électorale du BDP et de son dirigeant, le président Quett Ketumile Joni Masiré, ne faisait pas de doute. Mais le BDP, inquiet dans quelques circonscriptions à la périphérie du territoire, sentait son monopole sur la vie politique nationale menacé, d'où la tentation du recours à la fraude électorale. De fait, l'ampleur du succès du BDP a contredit toutes les prévisions et les études qui laissaient présager une nette progression de l'opposition et un effritement de la majorité gouvernementale. En emportant 31 sièges contre seulement 3 pour le BNF — le BPP ayant quant à lui perdu son unique siège du *North-East* — le BDP a complètement laminé l'opposition. Il a également obtenu le contrôle de 11 *District Councils* contre 2 pour le BNF (dont le

City Council de Gaborone) et 1 pour le BPP (le *North-East District Council*). La marginalisation inattendue de l'opposition et l'attitude hégémonique du BDP remettent en cause l'existence du multipartisme au Botswana. La disproportion des moyens financiers entre les partis (le BDP est largement subventionné par l'étranger et notamment par la célèbre fondation allemande *Friedrich Ebert*), l'utilisation abusive de l'administration d'État au profit du parti gouvernemental jettent une ombre sur le système libéral botswanais. Ainsi par exemple, le superviseur électoral, Nathaniel Mmono, a été lui-même par le passé un compagnon de route du BDP. Seule la presse (*Gazette*, *Mmegi* ou le *Botswana Guardian*), indépendante et souvent acerbe, constitue pour l'instant un contre-pouvoir efficace face au gouvernement. Le partage collectif du pouvoir au sein de l'élite du BDP représente actuellement l'autre élément modérateur du système botswanais.

Un certain bipartisme de la vie politique se dessine cependant entre un BDP conservateur et rural et un BNF à forte audience urbaine, populaire parmi l'élite intellectuelle, les milieux syndicaux et la jeunesse. Le temps pourrait *a priori* jouer en faveur du BNF (l'urbanisation a augmenté de 200 % depuis 1971). Quant au BDP, qui souffre d'un non-renouvellement de ses cadres, il diffère l'élaboration de mesures de protection sociale qui pourraient faire défaut au Botswana au moment où apparaissent les premières grandes disparités sociales.

Stéphane Bernard

Octobre 1989